
Troisième session, trentième Législature

Third Session, Thirtieth Legislature

ASSEMBLÉE NATIONALE DU QUÉBEC

NATIONAL ASSEMBLY OF QUÉBEC

Projet de loi n° 253

Bill No. 253

Loi visant à assurer les services de santé
et les services sociaux essentiels en cas
de conflit de travail

An Act to ensure the provision of essen-
tial health services and social services
in the event of a labour dispute

Première lecture

First reading

M. FORGET

L'ÉDITEUR OFFICIEL DU QUÉBEC
CHARLES-HENRI DUBÉ
QUÉBEC OFFICIAL PUBLISHER

1975



Projet de loi n° 253

Loi visant à assurer les services de santé et les services sociaux essentiels en cas de conflit de travail

SA MAJESTÉ, de l'avis et du consentement de l'Assemblée nationale du Québec, décrète ce qui suit:

SECTION I

INTERPRÉTATION

1. Dans la présente loi, à moins que le contexte n'indique un sens différent, on entend par:

a) « établissement », un établissement au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

b) « organisme assimilé », toute entreprise qui fournit des services à un établissement et est déclarée par le lieutenant-gouverneur en conseil être assimilée à un établissement;

c) « services », les services de santé et les services sociaux habituellement dispensés par un établissement ou les services habituellement fournis par un organisme assimilé;

d) « bénéficiaire », une personne ayant droit de recevoir des services de santé ou des services sociaux, au sens de la Loi sur les services de santé et les services sociaux (1971, chapitre 48);

e) « tribunal », le tribunal du travail créé conformément au Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

Bill No. 253

An Act to ensure the provision of essential health services and social services in the event of a labour dispute

HER MAJESTY, with the advice and consent of the National Assembly of Québec, enacts as follows:

DIVISION I

INTERPRETATION

1. In this act, unless the context indicates a different meaning,

(a) “establishment” means an establishment within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(b) “like agency” means any undertaking supplying services to an establishment which is declared by the Lieutenant-Governor in Council to be like an establishment;

(c) “services” means the health services and social services ordinarily provided by an establishment, or services ordinarily provided by a like agency;

(d) “recipient” means a person entitled to receive health services and social services within the meaning of the Act respecting health services and social services (1971, chapter 48);

(e) “Court” means the Labour Court created in accordance with the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141).

NOTE EXPLICATIVE

Ce projet contient les dispositions relatives à la détermination et au maintien de services essentiels dans le secteur des services de santé et des services sociaux et prévoit des dispositions particulières et complémentaires à celles déjà prévues au Code du travail en ce qui concerne la négociation des services essentiels, le respect des ententes en cette matière de même que l'acquisition du droit à la grève ou au lock-out.

EXPLANATORY NOTE

This bill contains provisions regarding the identification and maintaining of essential services in the field of health services and social services, and introduces special provisions as a complement to the existing provisions of the Labour Code governing negotiations in respect of essential services, the honouring of agreements in their regard, and the acquiring of the right to declare a strike or a lock-out.

Les termes et expressions « association de salariés », « association d'employeurs », « grève », « lock-out », « salarié » et « employeur » ont le sens que leur donne le Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141).

SECTION II

LE COMMISSAIRE

2. Le lieutenant-gouverneur en conseil nomme un commissaire aux services essentiels parmi les juges membres du tribunal.

Il nomme en outre, auprès du tribunal, des commissaires-adjoints aux services essentiels et fixe leur rémunération.

3. Le commissaire aux services essentiels dirige, coordonne et répartit le travail des commissaires-adjoints.

4. Le commissaire aux services essentiels et chacun de ses adjoints sont investis des pouvoirs et de l'immunité accordés aux commissaires nommés en vertu de la Loi des commissions d'enquête (Statuts refondus, 1964, chapitre 11).

5. Aucun des recours extraordinaires prévus aux articles 834 à 845 du Code de procédure civile ne peut être exercé ni aucune injonction accordée contre le commissaire ou un commissaire-adjoint, agissant en qualité officielle.

6. Deux juges de la Cour d'appel peuvent, sur requête, annuler sommairement tout bref et toute ordonnance ou injonction délivrés ou accordés à l'encontre de l'article 5.

SECTION III

GRÈVE OU LOCK-OUT

7. Notobstant les dispositions de toute autre loi générale ou spéciale, une grève ou lock-out dans un établissement ou un organisme assimilé est interdit à moins que les parties n'y aient droit en vertu du Code du travail et qu'un accord préalable ne soit intervenu entre les parties sur les services essentiels qui doivent être

The terms and expressions "association of employees", "employers' association", "strike", "lock-out", "employee" and "employer" have the meaning given them by the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141).

DIVISION II

THE COMMISSIONER

2. The Lieutenant-Governor in Council shall appoint a commissioner for essential services from among the judges who are members of the Court.

He shall also appoint assistant commissioners for essential services to the Court and fix their salary.

3. The commissioner for essential services shall direct, coordinate and apportion the work of the assistant commissioners.

4. The commissioner for essential services and each of his assistants have the powers and immunity granted to commissioners appointed under the Public Inquiry Commission Act (Revised Statutes, 1964, chapter 11).

5. No extraordinary recourse provided in articles 834 to 845 of the Code of Civil Procedure may be exercised nor any injunction granted against the commissioner or an assistant commissioner acting in his official capacity.

6. Two judges of the Court of Appeal may, on a motion, annul summarily any writ, order or injunction issued or granted in contravention to section 5.

DIVISION III

STRIKE OR LOCK-OUT

7. Notwithstanding the provisions of any other general law or special act, a strike or a lock-out in an establishment or a like agency is prohibited unless the parties are entitled thereto under the Labour Code and a prior agreement has been concluded between the parties respecting the essential services which must

maintenus pendant la grève ou le lock-out et sur la façon de les maintenir ou, à défaut d'un accord entre les parties, qu'une décision n'ait été rendue par le commissaire ou un commissaire-adjoint, conformément à l'article 11 de la présente loi.

Un accord ou une décision porte notamment sur le nombre minimum de postes d'emploi qui doivent être occupés efficacement par les employés réguliers pour fournir les services essentiels et sur la possibilité d'accès des bénéficiaires.

8. Lorsque le ministre du travail et de la main-d'oeuvre reçoit un avis conformément à l'article 42 du Code du travail (Statuts refondus, 1964, chapitre 141), il en adresse sans délai copie au commissaire aux services essentiels, au bureau du greffier du tribunal.

9. Lorsque les parties parviennent à un accord sur les services essentiels, une d'elles doit immédiatement en déposer copie pour le commissaire aux services essentiels auprès du greffier du tribunal et aviser l'autre partie en conséquence. L'accord devient exécutoire au moment de ce dépôt.

10. Lorsque, 30 jours après l'expédition de l'avis visé à l'article 8, aucun texte d'accord n'a été déposé auprès du greffier du tribunal, le commissaire aux services essentiels doit intervenir d'office, soit lui-même soit par l'entremise de l'un de ses adjoints.

Le commissaire ou l'adjoint saisi du dossier rencontre les parties et tente de les faire parvenir à un accord.

Les parties ont l'obligation d'assister à toutes réunions où le commissaire ou l'adjoint les convoque.

11. Lorsque, 30 jours après qu'il a été saisi d'un dossier, le commissaire ou l'adjoint constate qu'il ne lui a pas été possible de faire parvenir les parties à un accord, il rend lui-même une décision déterminant les services essentiels qui doivent être maintenus et la façon de les maintenir.

be maintained during a strike or a lock-out and respecting the manner in which such services are to be maintained or unless, failing such an agreement between the parties, a decision is rendered by the commissioner or an assistant commissioner, in accordance with section 11 of this act.

An agreement or a decision shall deal, in particular, with the minimum number of occupational posts which must be filled effectively by regular employees in order to provide essential services, and with the availability of such services to recipients.

8. Where the Minister of Labour and Manpower receives a notification in accordance with section 42 of the Labour Code (Revised Statutes, 1964, chapter 141), he shall send copy thereof forthwith to the commissioner for essential services at the office of the clerk of the Court.

9. When the parties reach an agreement respecting essential services, one of them must file copy thereof for the commissioner for essential services at the office of the clerk of the Court and notify the other party accordingly. The agreement becomes executory from the time it is filed.

10. Where, 30 days after the sending of the notification referred to in section 8, no text of any agreement has been filed with the clerk of the Court, the commissioner for essential services shall intervene *ex officio*, personally or through one of his assistants.

The commissioner or the assistant seized of the case shall meet with the parties and endeavour to have them reach an agreement.

The parties have the obligation to attend every meeting to which they are convoked by the commissioner or the assistant.

11. Where, 30 days after being seized of a case, the commissioner or the assistant finds that it has not been possible to have the parties reach an agreement, he shall himself make a decision determining the essential services which must be maintained and the manner in which they must be maintained.

Cette décision devient exécutoire dès sa signification à l'adresse de chacune des parties ou à un de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, adjoints ou conseillers. Une signification peut être faite à toute heure, n'importe lequel jour.

12. Lorsqu'un accord est intervenu ou qu'une décision a été rendue par le commissaire ou l'un de ses adjoints, les parties peuvent convenir de certaines modifications, lesquelles deviennent exécutoires sur approbation du commissaire aux services essentiels et leur dépôt par l'une des parties auprès du greffier du tribunal. La partie qui effectue le dépôt doit aviser l'autre partie en conséquence.

De même, sur requête d'une partie ou d'un bénéficiaire, le commissaire ou l'un de ses adjoints qu'il désigne peut accepter de réexaminer et, s'il le juge opportun, après avoir consulté les parties, de modifier une décision. La modification devient exécutoire dès sa signification aux parties. Cette signification peut être faite conformément au deuxième alinéa de l'article 11.

13. Le commissaire et ses adjoints ont tous les pouvoirs nécessaires à l'exercice de leur juridiction et ils doivent, notamment, rendre toute ordonnance qu'ils estiment propre à sauvegarder les droits des parties ou des bénéficiaires.

14. Sous réserve de l'article 12, une décision du commissaire ou de l'un de ses adjoints est finale et sans appel.

15. Le greffier du tribunal doit sur demande, faire parvenir sans délai au ministre du travail et de la main-d'œuvre et au ministre des affaires sociales, copie de tout accord ou de toute décision du commissaire ou de ses adjoints.

SECTION IV

DISPOSITIONS FINALES

16. Une association de salariés qui autorise, encourage ou incite une personne à faire une grève dans un établissement ou un organisme assimilé, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à

Such decision becomes executory from service thereof at the address of each of the parties, or to any officer, director, employee, assistant or adviser thereof. Service may be made at any hour on any day.

12. When an agreement is reached or a decision is rendered by the commissioner or one of his assistants, the parties may agree to certain changes, which shall become executory on being approved by the commissioner for essential services and filed by one of the parties with the clerk of the Court. The filing party must notify the other party accordingly.

Similarly, on a motion from a party or a recipient, the commissioner or the assistant designated by him may agree to re-examine and, if he considers it expedient, after consultation with the parties, change, his decision. The change becomes executory from service thereof on the parties. Such service may be made in accordance with the second paragraph of section 11.

13. The commissioner and his assistants have all the powers necessary for the exercise of their jurisdiction and shall, in particular, make any order they consider appropriate to safeguard the rights of the parties or of recipients.

14. Subject to section 12, a decision of the commissioner or one of his assistants is final and without appeal.

15. The clerk of the Court must, on request, send forthwith to the Minister of Labour and Manpower and to the Minister of Social Affairs a copy of any agreement or any decision of the commissioner or his assistants.

DIVISION IV

FINAL PROVISIONS

16. An association of employees which authorizes, encourages or incites a person to go on strike in an establishment or like agency, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or which

l'article 7, ou qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$5,000 à \$20,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

Lorsqu'une association de salariés a commis une infraction prévue au premier alinéa, chacun de ses fonctionnaires, administrateurs, employés, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est personnellement passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'association de salariés ait ou non été poursuivie ou reconnue coupable.

17. Tout fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller d'une association de salariés qui autorise, encourage ou incite une personne à faire une grève dans un établissement ou un organisme assimilé, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui autorise, encourage ou incite une personne à contrevenir aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est personnellement passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$2,000 à \$10,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

L'association de salariés dont un fonctionnaire, administrateur, employé, agent ou conseiller commet une infraction prévue au premier alinéa, est partie à cette infraction et passible de la peine prévue au même titre que cette personne.

18. Tout organisme assimilé, tout employeur ou association d'employeurs qui, de quelque façon, décrète un lock-out dans un établissement ou un organisme assimilé en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui contrevient aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire, commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$5,000 à \$20,000 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

authorizes, encourages or incites a person to contravene the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding in addition to the costs, to a fine of \$5,000 to \$20,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

Where an association of employees is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, each of its officers, directors, employees, agents or advisers who participated in the commission of the offence, assented thereto or acquiesced therein, is deemed to have been a party to the offence and is personally liable to the penalty provided for such offence, whether or not the association of employees has been prosecuted or convicted.

17. Every officer, director, employee, agent or adviser of an association of employees who authorizes, encourages or incites a person to strike in an establishment or like agency, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or authorizes, encourages or incites a person to contravene the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and is personally liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$2,000 to \$10,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

The association of employees whose officer, director, employee, agent or adviser is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, is a party to such offence and is liable to the penalty provided for in the same manner as such person.

18. Every like agency, employer or employers' association who or which, in any manner, orders a lock-out in an establishment or like agency in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or who or which contravenes the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and liable, on summary proceeding, to a fine of \$5,000 to \$20,000 for each day or part of a day during which the offence continues.

Lorsqu'un organisme assimilé, un employeur ou une association d'employeurs a commis une infraction prévue au premier alinéa, chacun de ses administrateurs, agents ou conseillers qui a participé à l'accomplissement de l'infraction ou qui y a consenti ou acquiescé, est réputé être partie à l'infraction et est personnellement passible de la peine prévue pour l'infraction, que l'organisme assimilé, l'employeur ou l'association d'employeurs ait ou non été poursuivi ou reconnu coupable.

19. Tout salarié qui participe à une grève dans un établissement ou un organisme assimilé, en l'absence d'un accord ou d'une décision visé à l'article 7, ou qui contrevient aux termes d'un accord ou d'une décision exécutoire commet une infraction et est passible, sur poursuite sommaire, en outre des frais, d'une amende de \$40 à \$200 pour chaque jour ou partie de jour pendant lequel dure l'infraction.

20. Les poursuites pour contravention à la présente loi sont intentées par le procureur général ou par une personne qu'il autorise généralement ou spécialement à cette fin.

[[**21.** Les deniers requis pour l'application de la présente loi sont prélevés à même le fonds consolidé du revenu.]]

22. Lorsque le ministre du travail et de la main-d'oeuvre a reçu un avis visé à l'article 42 du Code du travail avant l'entrée en vigueur de la présente loi, de la part d'une partie à des négociations relatives aux établissements ou aux organismes assimilés, il en adresse copie sans délai pour le commissaire aux services essentiels au greffier du tribunal.

L'avis est alors considéré, aux fins de l'article 10 de la présente loi, comme ayant été expédié le jour de cette entrée en vigueur de ladite loi.

23. Le ministre du travail et de la main-d'oeuvre est responsable de l'application de la présente loi.

24. La présente loi entre en vigueur le jour de sa sanction.

Where a like agency, an employer or an employer's association is guilty of an offence mentioned in the first paragraph, each director, agent or adviser thereof who participated in the commission of the offence, assented thereto or acquiesced therein, is deemed to have been a party to the offence and is personally liable to the penalty provided for the offence, whether or not the like agency, employer or employers' association has been prosecuted or convicted.

19. Every employer who participates in a strike in an establishment or like agency, in the absence of an agreement or decision referred to in section 7, or who contravenes the terms of an executory agreement or decision, is guilty of an offence and is liable, on summary proceeding, in addition to the costs, to a fine of \$40 to \$200 for each day or part of a day during which the offence continues.

20. Proceedings for contraventions to this act shall be instituted by the Attorney-General or by a person generally or specially authorized by him for such purpose.

[[**21.** The moneys required for the application of this act shall be taken out of the consolidated revenue fund.]]

22. Where the Minister of Labour and Manpower has received a notification contemplated in section 42 of the Labour Code before the coming into force of this act, from a party to the negotiations relating to the establishments or like agencies, he shall forthwith send a copy thereof, for the commissioner for essential services, to the clerk of the Court.

The notification shall then be deemed, for the purposes of section 10 of this act, to have been sent on the day of such coming into force of the said act.

23. The Minister of Labour and Manpower shall be responsible for the application of this act.

24. This act shall come into force on the day of its sanction.